

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2011 — 10 (2009 — 3370)

[2010/206194]

4. JUNI 2009 — Erlass der Regierung zur Schaffung eines Begleitausschusses für die Europäische Territoriale Zusammenarbeit im Rahmen der INTERREG-IV-A Programme Euregio Maas-Rhein und Großregion 2007-2013. — Erratum

Die französische und die niederländische Übersetzung des vorgenannten Erlasses, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. September 2009 Seite 65149 beziehungsweise 65151 veröffentlicht worden sind, werden durch folgende Texte ersetzt.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2011 — 10 (2009 — 3370)

[2010/206194]

4 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement portant création d'un comité d'accompagnement pour la Coopération territoriale européenne dans le cadre du programme INTERREG-IV-A Euregio Meuse-Rhin et Grande Région 2007-2013. — Erratum

La traduction française de l'arrêté susmentionné, publiée au *Moniteur belge* du 29 septembre 2009, page 65149, doit être remplacée par le texte suivant :

« MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

4 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement portant création d'un comité de suivi pour la Coopération territoriale européenne dans le cadre des programmes INTERREG IV-A Euregio Meuse-Rhin et Grande Région 2007-2013

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu les articles 158-162 du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, dans sa version consolidée le 2 octobre 1997 confirmée par la loi du 10 août 1998;

Vu le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1260/1999;

Vu le Règlement (CE) n° 1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et du Règlement (CE) n° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional;

Vu le programme opérationnel de l'Euregio Meuse-Rhin 2007-2013, approuvé par le Gouvernement en date du 6 mars 2007, et la convention portant sur la mise en œuvre du programme opérationnel INTERREG IV-A "coopération territoriale européenne", approuvée par le Gouvernement en date du 20 mars 2007;

Vu le programme opérationnel de coopération transfrontalière de la "Grande Région" - coopération territoriale européenne 2007-2013, approuvé par le Gouvernement en date du 22 février 2007, et la convention de partenariat relative à la mise en œuvre, à la gestion, au suivi du programme et au contrôle des dépenses, approuvée par le Gouvernement en date du 8 novembre 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que la période de programmation INTERREG-III se termine au 30 juin 2009 et qu'il faut assurer la continuité du suivi et de la gestion des programmes susmentionnés;

Considérant la décision prise par le comité de suivi INTERREG de l'Euregio Meuse-Rhin en date du 6 mars 2009 de modifier la procédure d'introduction et de consultation pour les projets INTERREG;

Considérant que la réalisation des objectifs du Fonds pour le Développement régional (FEDER) doit, conformément à l'article 11, alinéa 1^{er}, b), du Règlement (CE) 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, se faire en étroite collaboration avec les autorités régionales, locales, urbaines et autres autorités publiques compétentes, avec les partenaires économiques et sociaux, avec tout autre organisme approprié représentant la société civile, des partenaires environnementaux, des organisations non gouvernementales et les organismes chargés de la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière de Relations extérieures;

Après délibération,

Arrête :

Création

Article 1^{er}. Il est créé, en Communauté germanophone, un comité de suivi en vue de soutenir la coopération territoriale européenne dans le cadre des programmes INTERREG IV-A de l'Euregio Meuse-Rhin et de la Grande Région; il est ci-après dénommé "comité de suivi".

Missions

Art. 2. Le comité de suivi est chargé de suivre et d'organiser la coopération transfrontalière dans le cadre des programmes INTERREG IV-A de l'Euregio Meuse-Rhin et de la Grande Région.

Sa mission consiste notamment à :

1^o sensibiliser et informer les éventuels porteurs de projets;

2^o émettre un avis quant aux esquisses et demandes de projets;

3^o émettre un avis quant à la gestion générale des programmes transfrontaliers, notamment en ce qui concerne le respect des objectifs et la transposition, en partenariat, des programmes en Communauté germanophone.

L'avis relatif aux esquisses et demandes de projets soumises en vue du cofinancement européen est émis conformément aux procédures et critères fixés au niveau de la Communauté germanophone, de l'Euregio Meuse-Rhin et/ou de la Grande Région ainsi qu'au niveau européen et se rapporte en particulier à la complémentarité et à la concordance des projets proposés avec les objectifs et priorités des programmes opérationnels visant la coopération transfrontalière ainsi qu'avec d'autres programmes de soutien et mesures adoptés aux niveaux européen, national et régional.

Le comité de suivi transmet ses avis au Gouvernement de la Communauté germanophone en vue d'une prise de décision au niveau des comités de suivi et de pilotage mis sur pied dans le but d'assurer le suivi des programmes INTERREG IV-A.

Composition

Art. 3. § 1^{er}. Sont membres du comité de suivi avec voix délibérative :

1^o un représentant de chaque ministre du Gouvernement de la Communauté germanophone;

2^o un représentant de chaque Division du Ministère de la Communauté germanophone;

3^o un représentant de chaque commune de la région de langue allemande;

4^o deux représentants du Conseil économique et social de la Communauté germanophone, à savoir un représentant des organisations représentatives des employeurs et un représentant des organisations représentatives des travailleurs;

5^o un représentant de l'ASBL "Société de promotion pour l'Est de la Belgique";

6^o un représentant de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées;

7^o un représentant de l'Institut pour la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E.;

8^o un représentant de l'Office de l'Emploi de la Communauté germanophone;

9^o un représentant du Conseil pour l'Education populaire et la Formation des Adultes;

10^o un représentant du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande;

11^o un représentant de l'ASBL "Office du tourisme des Cantons de l'Est".

§ 2. Sont membres du comité de suivi avec voix consultative :

1^o le représentant permanent de la Communauté germanophone auprès de la Fondation Euregio Meuse-Rhin;

2^o le département "Relations extérieures" en la personne du manager de projets INTERREG.

Fonctionnement

Art. 4. Le Ministre-Président ou son représentant assume la présidence du comité de suivi et le manager de projets INTERREG le secrétariat.

Le comité de suivi se réunit au moins deux fois l'an sur convocation du président.

Le comité de suivi se dote d'un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement avant le 1^{er} mars 2010.

Disposition abrogatoire

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement du 6 septembre 2000 portant création d'un comité de suivi pour l'initiative communautaire européenne INTERREG III est abrogé.

Entrée en vigueur

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2009.

Exécution

Art. 7. Le Ministre-Président, Ministre des Pouvoirs locaux, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 4 juin 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ »

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 10 (2009 — 3370)

[2010/206194]

4 JUNI 2009. — Besluit van de Regering houdende oprichting van een begeleidingscomité voor de Europese Territoriale Samenwerking in het kader van de INTERREG-IV-A-programma's Euregio Maas-Rijn en de "Großregion 2007-2013". — Erratum

De Nederlandse vertaling van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 september 2009, blz. 65151, dient te worden vervangen door de volgende tekst :

« MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

4 JUNI 2009. — Besluit van de Regering tot oprichting van een toezichtcomité voor de Europese Territoriale Samenwerking in het kader van de INTERREG IV-A programma's Euregio Maas-Rijn en Grootregio 2007-2013

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 158-162 van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, overeenkomstig zijn geconsolideerde versie van 2 oktober 1997, bekrachtigd door de wet van 10 augustus 1998;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad van 11 juli 2006 houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds en het Cohesiefonds en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1260/1999;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1828/2006 van de Commissie van 8 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds en het Cohesiefonds, en van Verordening (EG) nr. 1080/2006 van het Europees Parlement en de Raad betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling;

Gelet op het operationele programma van de Euregio Maas-Rijn 2007-2013, goedgekeurd door de Regering op 6 maart 2007, en op de overeenkomst ter uitvoering van het operationele programma INTERREG IV-A "Europese territoriale samenwerking" van de Euregio Maas-Rijn, goedgekeurd door de Regering op 20 maart 2007;

Gelet op het operationele programma voor grensoverschrijdende samenwerking "Grootregio"- Europese territoriale samenwerking 2007-2013, goedgekeurd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap op 22 februari 2007, en op de partnerschapsovereenkomst over de tenuitvoerlegging, het beheer en de follow-up van het programma alsmede over de controle van de uitgaven, goedgekeurd door de Regering op 8 november 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid wordt gerechtvaardigd door de omstandigheid dat de INTERREG-programmaperiode III op 30 juni 2009 afgesloten is en voor de continuïteit in de follow-up en de tenuitvoerlegging van de bovenvermelde programma's moet worden gezorgd;

Gelet op het besluit om de aanvraag- en overlegprocedure voor de INTERREG-projecten te wijzigen, genomen op 6 maart 2009 door het INTERREG-toezichtcomité van de Euregio Maas-Rijn;

Overwegende dat de doelstellingen van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling (EFRO) conform artikel 11, lid 1, *b*), van de Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad van 11 juli 2006 houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds en het Cohesiefonds moeten worden verwezenlijkt in nauwe samenwerking met de bevoegde regionale, plaatselijke, stedelijke en andere overheden, de economische en sociale partners, andere geschikte instanties die het maatschappelijk middenveld vertegenwoordigen, milieupartners, niet-gouvernementele organisaties, en instanties die tot taak hebben de gelijkheid van vrouwen en mannen te bevorderen;

Op de voordracht van de Minister bevoegd inzake Externe Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Oprichting

Artikel 1. Er wordt in de Duitstalige Gemeenschap een comité van toezicht opgericht met het oog op de ondersteuning van de Europese Territoriale Samenwerking in het kader van de INTERREG IV-A programma's van de Euregio Maas-Rijn en van de Grootregio, hierna "toezichtcomité" genoemd.

Opdrachten

Art. 2. Het toezichtcomité is ermee belast de grensoverschrijdende samenwerking in het kader van de INTERREG IV-A programma's van de Euregio Maas-Rijn en van de Grootregio te begeleiden en te organiseren.

Het toezichtcomité heeft onder meer als opdracht :

1° de potentiële initiatiefnemers van projecten te sensibiliseren en te informeren;

2° een advies te verstrekken over de projectschetsen en -aanvragen;

3° een advies te verstrekken over het algemeen beheer van de grensoverschrijdende programma's, met name wat de naleving van de doelstellingen en de omzetting - binnen het partnerschap - van de programma's in de Duitstalige Gemeenschap betreft.

Het advies over de projectschetsen en -aanvragen voorgelegd met het oog op de Europese co-financiering wordt verstrekt overeenkomstig de procedures en criteria vastgelegd op het niveau van de Duitstalige Gemeenschap, van de Euregio Maas-Rijn en/of van de Grootregio alsook op het Europees niveau; het betreft vooral de complementariteit en de overeenstemming van de voorgelegde projecten met de doelstellingen en zwaartepunten van de operationele programma's voor de grensoverschrijdende samenwerking alsmede met andere Europese, nationale en regionale steunprogramma's en maatregelen.

Het toezichtcomité zendt zijn adviezen aan de Regering van de Duitstalige Gemeenschap toe die een beslissing neemt op het gebied van de toezichtcomité's en stuurgroepen georganiseerd met het oog op de begeleiding van de INTERREG IV-A programma's.

Samenstelling

Art. 3. § 1. Het toezichtcomité is samengesteld uit de volgende stemgerechtigde leden :

1° één vertegenwoordiger van elke Minister van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap;

2° één vertegenwoordiger van elke Afdeling van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap;

3° één vertegenwoordiger van elke gemeente van het Duitse taalgebied;

4° twee vertegenwoordigers van de Sociaal Economische Raad van de Duitstalige Gemeenschap, t.w. één vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties en één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties;

5° één vertegenwoordiger van de "Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgiens" (VZW);

6° één vertegenwoordiger van de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap;

7° één vertegenwoordiger van het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de K.M.O.'s;

8° één vertegenwoordiger van de Dienst voor arbeidsbemiddeling van de Duitstalige Gemeenschap;

9° één vertegenwoordiger van de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen;

10 één vertegenwoordiger van de Duitstalige Jeugdraad;

11° één vertegenwoordiger van de Dienst voor Toerisme van de Oostkantons (VZW).

§ 2. Het toezichtcomité is samengesteld uit de volgende leden met raadgevende stem :

1° de vaste vertegenwoordiger van de Duitstalige Gemeenschap bij de Stichting Euregio Maas-Rijn;

2° het departement "externe betrekkingen", nl. de manager van het INTERREG-project.

Werking

Art. 4. De Minister-President of zijn vertegenwoordiger zit het toezichtcomité voor. De manager van het INTERREG-project treedt als secretaris op.

Het toezichtcomité komt ten minste tweemaal per jaar samen en wordt door de voorzitter bijeengeroepen.

Het toezichtcomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het vóór 1 maart 2010 ter goedkeuring voor aan de Regering.

Opheffingsbepaling

Art. 5. Het besluit van de Regering van 6 september 2000 tot oprichting van een Toezichtcomité voor het Europees communautair initiatief INTERREG III wordt opgeheven.

Inwerkingtreding

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009.

Uitvoering

Art. 7. De Minister-President, Minister van Lokale Besturen, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 4 juni 2009.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ »